

sociales des autochtones a aidé le développement de journaux autochtones et de sociétés d'aide aux communications sociales autochtones. A l'heure actuelle, des groupes comme la Société des communications sociales des autochtones de l'Alberta renseignent des milliers d'autochtones, favorisent les échanges entre les différentes réserves et contribuent à informer les Blancs des besoins et des problèmes des autochtones de l'Alberta. En Colombie-Britannique, la société RAVEN et son principal instrument, un réseau radiophonique à haute fréquence et à bande latérale unique, offrent une sorte de système combiné de radio et de téléphone, aux localités isolées le long de la côte, que la radio atteint rarement et que le téléphone ordinaire ne dessert pas. Les journaux autochtones renseignent leurs lecteurs sur les débouchés et les difficultés qu'offre la vie dans le grand courant de la société canadienne, et présentent un point de vue résolument indigène sur la façon dont les autochtones peuvent participer à la société canadienne tout en préservant leur intégrité culturelle.

Les minorités francophones

“Le sort des minorités francophones à l'extérieur du Québec est un autre sujet qui intéresse profondément le Secrétariat d'État. Les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ont, voilà quelques années, révélé que si les Canadiens français n'arrivaient pas à se sentir à l'aise, au point de vue linguistique et culturel, ailleurs qu'au Québec, l'idée d'un Québec séparé deviendrait alors de plus en plus séduisante. L'assimilation n'est pas une solution dans un pays comme le nôtre. Aussi, le Secrétariat d'État encourage-t-il les minorités francophones éparpillées hors du Québec, à se maintenir et à s'épanouir, au moyen de divers mécanismes sociaux et culturels. De plus, l'ensemble du gouvernement s'efforce de garantir que les services fédéraux soient dispensés dans les deux langues officielles dans tout le Canada, partout où la minorité de langue officielle constitue une proportion raisonnable de la population. Récemment, nous avons financé un groupe d'experts formé de représentants des minorités francophones lequel a, entre autres choses, fait naître une fédéra-

tion nationale des associations francophones. Cette fédération sera en mesure d'exposer les problèmes des francophones au niveau national et d'aider les nombreuses minorités francophones qui s'efforcent, partout au Canada, de conserver un mode de vie distinct, ce qui est, en définitive, dans l'intérêt, de tous les Canadiens.”

* * * *

Causes de mécontentement

“Dans certaines parties du pays, on décèle une attitude négative à l'égard des doléances des autochtones. Dans certaines régions, les Blancs se sentent menacés par les revendications territoriales des autochtones. Le principe des droits des autochtones paraît extrême à certains. Il est évident parfois que les chefs autochtones formés grâce à notre aide n'ont pas toujours été capables de rester attachés à leurs valeurs ancestrales.

“Si nous examinons les efforts que nous avons faits pour garantir l'égalité des droits linguistiques dans tout le Canada, nous pouvons constater l'opposition qu'ils ont soulevée... Que ce soit à Halifax, Vancouver ou Toronto, personne ne s'oppose à ce qu'un Canadien français parle français chez lui mais, dès qu'on ajoute le moindre élément au service de bilinguisme, on provoque souvent une violente réaction.

“Il est aussi faux qu'inutile de prétendre que ces réactions ne proviennent que d'esprits bornés. Il y a, de toute évidence, des racistes au Canada, comme il y a des Canadiens qui ont tout intérêt à perpétuer l'inégalité. Ce sont là des faits qu'on ne saurait nier. Mais ce qui est beaucoup plus grave c'est qu'un très grand nombre de Canadiens ne comprennent tout simplement pas les revendications légitimes des minorités ou ont une conception de la vie qui ne laisse place à aucun changement social constructif.

* * * *

Les véritables problèmes

“Malheureusement, ce n'est pas toujours le contenu de leurs revendications qui dérange les gens. Ceux-ci sont portés à s'arrêter aux cortèges, aux manifestations et même à la personnalité des chefs indiens. Ce faisant, ils passent à côté des véritables pro-

blèmes: les injustices historiques, les revendications territoriales, les besoins en matière de logement, d'emploi et d'éducation. C'est pourquoi pendant la Semaine des revendications territoriales...un effort spécial sera fait, partout au Canada, en collaboration avec les chefs autochtones, pour expliquer les raisons des préoccupations territoriales des autochtones et leurs implications. Voilà le genre d'éducation populaire qui peut avoir une véritable influence sur la société.”

* * * *

Rôle des éducateurs

“Je crois que le gouvernement fédéral a choisi d'intervenir et qu'il accepte les conséquences de son choix. Mais il sait qu'il ne peut rien faire seul; il sait qu'il n'est même pas l'acteur principal. En fait, je suis porté à croire que vous, éducateurs et enseignants canadiens des adultes, vous pouvez exercer une influence plus grande encore. L'apprentissage orienté, au sein d'un groupe d'adultes, peut avoir des répercussions profondes. Et je ne pense pas seulement au genre d'action directe innovatrice que mènent le *Frontier College* ou le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO).

“En fin de compte, je suis convaincu que nous ne pourrions renforcer la société que si nous aidons les membres des minorités à communiquer entre eux, et ensuite, à communiquer avec le reste de la société. Mais n'oublions pas que notre entreprise comporte des risques. Les gens chez qui nous aurons fait naître des espoirs ne se contenteront plus d'être traités en inférieurs. Il faut donc que nous sachions qu'une fois engagés sur la voie de l'aide aux groupes minoritaires, nous ne pourrions rebrousser chemin.

“Nous devons également comprendre qu'offrir sans cesse une aide financière aux groupes, n'est pas la solution même si cela les aide...”

L'aide monétaire ne suffit pas

“Mais le plus grave, c'est qu'il ne suffit pas d'accorder des fonds. Il faut rendre plus accessibles tant l'information que la prise de décisions. Il faut faire des efforts en vue d'un développement à long terme, élargir les services de soutien social, et assurer davantage la coordination entre les différents domaines de la politique.